

Présentation du numéro

Les paradoxes de l'insertion professionnelle

Gilles Pinte

En relisant *L'entrée dans la vie* de Gorges Lapassade pour préparer ce nouveau numéro, on ne peut que constater combien ce livre a marqué l'évolution de notre rapport aux âges de la vie dans ses aspects anthropologiques.

Pendant longtemps, l'insertion professionnelle a été considérée comme un des marqueurs du passage à la vie adulte. Même si c'est encore le cas, on observe une dissociation entre l'insertion professionnelle et la perception subjective d'être devenu un adulte. Ainsi des trentenaires qualifiés d'*adultescents* seraient à la fois insérés dans la vie active tout en gardant des comportements d'adolescents dans leur sphère privée.

Aujourd'hui, l'insertion professionnelle des jeunes se trouve à l'intersection de choix individuels plus ou moins contraints et de logiques institutionnelles provoquées par les politiques publiques de l'emploi en faveur des jeunes. La crise économique récente n'est que le révélateur de la difficulté que connaissent les jeunes depuis une trentaine d'années.

Cette *entrée dans la vie* professionnelle semble depuis quelques décennies problématique. Un rapport de l'Organisation Internationale du Travail d'août 2010 évoquait au regard du niveau de chômage des jeunes le risque d'une « génération perdue ». Stages à répétition, petits boulots, sentiment de déqualification semblent aller de mise avec une injonction à poursuivre plus longtemps ses études. Dans le même temps, différents collectifs de jeunes ont montré que ceux-ci élaborent des représentations et des actions spécifiques comme l'ont montré les mouvements des indignés en Europe, les révoltes de jeunes dans les pays arabes ou encore les contestations d'étudiants au Québec... Grossièrement qualifiée de génération Y par quelques sociologues, celle-ci démontre également, si l'on file quelques métaphores faciles, qu'elle est une génération D comme débrouille ou I comme imaginative...

Qui est ce jeune adulte ?

Georges Lapassade d'abord, puis Jean-Pierre Boutinet ensuite, se sont interrogés sur ce jeune adulte. Comme le rappelle le premier, toutes les sociétés définissent en effet systématiquement les adultes en opposition avec l'enfance (1997, p. 53). *L'adultus* reste bien celui qui, selon l'étymologie, aurait fini de croître, serait arrivé à sa maturité et assumerait des responsabilités, tiendrait des engagements et exercerait un métier. Pour Jean-Pierre Boutinet, être adulte se caractérise par le fait de se sentir responsable. La notion de responsabilité invoquée par Boutinet (2009) comme marqueur de l'état adulte semble marquer le pas pour les générations les plus jeunes qui peinent à s'insérer professionnellement, même si celle-ci se déporte sur des engagements liés à l'écologie ou à l'humanitaire. Ce qui est sûr, c'est que le modèle linéaire études/insertion/travail/retraite a explosé pour laisser la place à une nouvelle temporalité de l'alternance faite de sas ou d'allers retours entre études, emploi, chômage et

inactivité... On semble loin des trois phases que Van Gennep dans son explication des rites de passage distinguait : la séparation, la transition et la phase d'incorporation.

Ce brouillage des âges de la vie que J.P. Boutinet réservait aux adultes semble aussi concerner les jeunes qui ne s'installent pas dans le statut d'adulte mais qui ne sont plus des adolescents.

Du côté des parents, ils sont d'autant plus compréhensifs qu'ils ont connu également ces difficultés d'insertion et de stabilisation professionnelle. Georges Lapassade envisageait déjà les conséquences qui allait concerner l'éducation et la formation : « *La formation professionnelle ne doit plus viser, si du moins elle veut être efficace, à la transmission d'un métier mais à un entraînement en vue d'un ajustement permanent à la transformation des techniques* » (1997, p. 112).

Pour Philippe Ariès, ce qui distinguait l'enfant de l'adulte était le travail. Dans sa célèbre thèse où il explique l'invention de l'enfance à la fin du XIXème siècle, il considère que l'on devenait auparavant adulte à l'âge de sept ans lorsque l'on commençait à participer aux activités de travail des adultes.

L'entrée dans la vie adulte autrefois marquée par des dates et des événements (l'entrée sur le marché du travail, le mariage, la naissance du premier enfant) est aujourd'hui marquée par des processus de cumul de situations ou des « moments » au sens qu'Henri Lefebvre¹ lui donne, c'est-à-dire des éléments marquant des temporalités plus ou moins longues : les premiers contrats à durée déterminée, le premier contrat à durée indéterminée. Un moment est défini dans les dictionnaires comme une durée plus ou moins longue et comme une occasion. Un moment est aussi favorable pour faire ce que l'on désire ou éviter ce qui représente un danger. Rémi Hess (2009, p. 3) dans son ouvrage sur Henri Lefebvre indique la complémentarité de la théorie et de la pratique à travers la notion de moment : « *Une théorie est un ensemble organisé de principe, de règles, de lois scientifiques, visant à décrire et à expliquer un ensemble de faits. (...) Et en effet, en matière de théorie des moments, il y a une relation étroite entre théorie et pratique. Penser sa vie en termes de moments, implique une mise en pratique des moments. Ici, la théorie et la pratique sont dans un rapport d'interaction. La théorie résulte de la pratique et à son tour exerce son influence sur la pratique* ».

Insertion ou intégration ?

Parler d'insertion au singulier fait-il encore sens aujourd'hui dans une société où les mobilités professionnelles, sociales, familiales, affectives amènent à des recompositions permanentes ?

La notion d'insertion avait déjà progressivement remplacé la notion d'intégration. Peut-on dater ce changement de concept à la publication en 1981 du rapport de Bertrand Schwartz « *L'insertion sociale et professionnelle des jeunes* » ? Pour Nicole-Drancourt, C. et Roulleau-Berger, L. (2006, p. 41) « *la définition même de l'insertion n'est pas claire. Les statisticiens substituent souvent la notion d'insertion à celle d'entrée dans la vie active. Les économistes, eux parlent de mobilité sans dissocier celle des jeunes (insertion) de celle des adultes (transition). Quant aux sociologues, ils se côtoient sans se rencontrer : il y a ceux qui privilégient la notion d'entrée dans la vie adulte et qui traitent peu du travail et de l'emploi ; et il y a ceux qui traitent essentiellement du travail et de l'emploi mais à travers des sujets plus*

¹ Dans son livre publié en 1959 (3^e Ed.1989, p. 648), *La somme et le reste*, Lefebvre précise la définition du moment : « *Partout où s'emploie le terme moment, dans un sens plus ou moins précis, il désigne une certaine constance au cours du déroulement du temps, un élément commun à un ensemble d'instant, d'événements, de conjectures et de mouvements dialectiques* ».

porteurs que l'insertion comme le chômage, la pauvreté ou l'exclusion. Au final, l'insertion reste une boîte noire, très observée mais peu analysée ». Dubet et alii (2010, p. 29) montrent également bien la relativité des analyses quantitatives : *« Bien des migrants rêvent plus du Royaume-Uni inégalitaire que de la France égalitaire ; bien des jeunes français préfèrent le travail précaire de la région de Londres au chômage protégé de la région parisienne. On ne doit jamais oublier que les statistiques donnent des moyennes et que celles-ci effacent les dispersions des situations et des conditions. Ainsi, une société globalement égalitaire peut réserver un sort profondément défavorable à tel ou tel sous-groupe, sans que ceci affecte sensiblement la moyenne »*.

Le poids du diplôme

Si les spécialistes de l'éducation s'entendent pour noter que l'insertion professionnelle ne peut se faire en amont que par l'institution de l'école et sa fonction éducative, on peut observer un décalage entre une frange de la jeunesse qui sort du système sans diplôme ou qualification et une autre, surdiplômée, dont le parchemin sert de viatique tout au long de la carrière professionnelle. De plus, selon les pays, les filières seront plus ou moins valorisées selon la place qu'elles accordent à la professionnalisation, celle-ci intervenant parfois assez tôt dans les cursus. Si celle-ci contribue à la valorisation des filières en Allemagne, elle est envisagée en France plus tardivement et avec un poids social moins fort que celui qui est donné aux formations générales.

Les effets de classements scolaires ont un impact sur le sentiment de déclassement et de sentiment d'insertion ou non. Comme le montrent Dubet, Duru-bellat et Vérétoit (2010), le poids que la société donne au diplôme va avoir une importance forte sur le quotidien de l'école (stress, incivilités), mais aussi sur la vie professionnelle (sentiment de déclassement, manque de reconnaissance de la formation continue...) : *« Dans certains pays, les diplômés créent relativement peu d'inégalités de revenus, alors que dans d'autres ils en créent beaucoup : ils creusent bien plus les écarts à l'est ou au sud de l'Europe qu'au nord, et ceci dépend, à la fois, de la structure des systèmes scolaires et de celle des emplois et des salaires »* (p. 27).

Au poids du diplôme se rajoute également la difficulté pour nombre de jeunes à s'orienter dans un système éducatif hyperspécialisé où l'on demande à des jeunes de choisir une voie ou un métier dès quinze ou seize ans. Francis Danvers (2009) en rappelle les dangers en citant A. Toffler et considère que *« le choc du futur est le stress et la désorientation provoqués chez les individus auxquels on fait vivre trop de changements dans un trop petit intervalle de temps. Il invente en 1981, le concept d'hyperchoix pour caractériser le nouveau concept où les individus sont tellement sollicités qu'ils ne savent plus quoi choisir. Trop de possibilités différentes met en surcharge cognitive, peut entraîner des troubles psychiques et faire naître un climat de désorientation »* (p. 148).

Des jeunes entre conformisme et contestation

La faculté à critiquer les règles lorsqu'elles sont ressenties comme injustes marquent aujourd'hui culturellement notre société. De nombreuses enquêtes qualitatives ont montré le sentiment de malaise qui touche les jeunes européens avec des ruptures assez fortes entre jeunes des pays nordiques et jeunes des pays du sud de l'Europe. La mondialisation ou encore la construction européenne est perçue davantage comme une menace qu'une opportunité laissant ainsi la place à d'autres formes de construction de l'identité individuelle que peuvent représenter l'espace familial ou social de proximité.

Pourrions-nous dire que la difficulté des jeunes à se projeter sereinement dans le futur est due au fait qu'il n'y a plus de projet de société, de « *fictions nécessaires* » pour reprendre l'expression de François Dubet (2002, p. 48), c'est-à-dire des cadres cognitifs et moraux indispensables à l'accomplissement du projet de socialisation ? Les pays

Les difficultés d'insertion des jeunes vont-elles affecter les liens intergénérationnels ?

Notre modèle social a été conçu sur la base d'une confiance intergénérationnelle qui peut être illustrée à travers les mécanismes de retraite par répartition notamment, mais aussi par l'acceptation par les aînés de situations professionnelles difficiles, mais tolérées dans l'espoir que leur progéniture ait une vie plus facile. Ce modèle qui ne fonctionne plus modifie en profondeur le rapport que les jeunes ont de l'Etat, du travail et du salariat et de manière plus large de la démocratie. Duru-Bellat et Verley (2009, p. 200) ont précisé de manière longitudinale l'allongement de la jeunesse et le renforcement du rôle des parents : « *Entre 1982 et 1994, l'âge médian de fin d'études passe de 19 ans et 3 mois à 22 ans. En 2001, un jeune sur deux sortant de l'enseignement supérieur a plus de 23 ans. Parallèlement, l'âge médian d'obtention d'un emploi passe de 21 ans et 6 mois à 24 ans. Le modèle de l'accès rapide à l'emploi stable à l'issue de la formation est fortement remis en question, au profit de parcours moins linéaires, plus flexibles voire aléatoires.* »

Ces difficultés d'insertion rappellent aussi cruellement les inégalités sociales qui font que la difficulté d'insertion est rapidement corrélée à des formes de marginalisation selon les difficultés d'emploi des parents. N'est pas Tanguy² qui veut...

Le sentiment que la précarité ou la pauvreté sont des situations partagées collectivement par le même groupe d'âge peut provoquer un autre phénomène paradoxal. A la fois, cela peut déculpabiliser des jeunes qui se voyaient auparavant renvoyer leur manque de projet ou de volonté individuelle. A partir du moment où un sentiment d'appartenance à une classe d'âge existe, une possibilité d'opposition existe avec les autres classes d'âge. Cette tendance pourrait devenir saillante dans la mesure où à l'autre bout des âges de la vie, on demande de travailler plus longtemps, même s'il y a encore de gros écarts entre l'âge théorique de départ et l'âge réel; dans les entreprises, les départs plus ou moins volontaires avant l'âge légal restent légion, mais la tendance qui s'amorce devrait se confirmer : les seniors resteront de plus en plus longtemps en activité professionnelle.

² En référence à une célèbre comédie française d'E. Chatilliez où parents tentent tout pour que leur grand fils quitte le nid familial.

Enfinement, la problématique de l'insertion professionnelle des jeunes est très paradoxale au regard de celle de leurs aînés. Les jeunes n'ont jamais été aussi longtemps formés (la jeunesse n'a jamais été aussi diplômée ; plus de 50 % des jeunes de plus de 20 ans étant encore scolarisés), ils n'ont jamais eu autant d'expériences professionnelles par des stages qu'ils soient d'observation ou d'application ou des « petits » boulots. Ils maîtrisent les outils de la nouvelle économie numérique mieux que leurs parents et sont à l'aise dans la polyvalence cognitive développée par ces technologies nouvelles. Leur identité se crée davantage par des styles identitaires tels que la musique, les vêtements ou des pratiques de loisirs. Leur approche des rapports sociaux est à l'image de leurs pratiques numériques : moins hiérarchiques et plus horizontales, plus immédiates...

Dernier paradoxe, mais non des moindres, ce sentiment de la jeunesse semble aussi très dépendant du niveau socio-professionnel des parents et de leur pouvoir d'achat.

Enfin, dans une jeunesse qui dure, jeunesse à rallonge comme le disent certains, ils sont dans le même temps dépendant économiquement de leurs parents et autonomes dans la création de leur style de vie, à la fois inquiets face à l'avenir mais pouvant tester des choix d'orientation variés, trouver des passerelles entre des formations ou des niveaux d'études.

L'insertion des jeunes est bien à l'intersection de plusieurs facteurs qui interagissent entre eux : les liens sociaux, le capital culturel et financier, les niveaux de qualification, les méthodes de sélection et d'orientation scolaires et des interactions entre acteurs comme le rappellent Demazière et Dubar (2007, p. 75) à propos des fondements de l'ethnométhodologie : « *Tous les membres d'une même activité collective passent leur temps à rendre compte de leurs pratiques en même temps qu'ils agissent. (...) Non seulement les membres ne sont pas des idiots culturels (Garfinkel), mais ils sont des savants pratiques qui se rendent compte mutuellement de leurs raisons et de leurs buts et donc produisent des catégories à des fins pratiques ordinaires.* »

Comme l'explique aussi Patrick Boumard (1989), c'est en recoupant les informations produites et révélées par les différents acteurs de la réalité sociale, les *savants de l'intérieur*, dans la mesure où eux seuls détiennent les éléments de ce qui se passe au quotidien dans cette réalité et les éléments de connaissance apportés par les chercheurs venus de l'extérieur, avec la mise en évidence de différences, voire de contradictions, ainsi que d'éléments du contexte qui révèlent des problèmes tacites, et que l'on appelle des « analyseurs », que l'on pourra tenter de produire des clés de compréhension de la situation, autrement que sous forme d'arguments idéologiques, politiques, corporatistes, voire affectifs. D'un point de vue ethnométhodologique, les individus régulent leurs interactions par le biais de la réciprocité. Ces interactions sont permanentes et permettent aux acteurs de construire des règles implicites. Les valeurs auxquelles les acteurs adhèrent sont produites par eux et créent ainsi des systèmes sociaux qui sont mouvants. Lorsque j'agis avec autrui, je participe à la construction de mon identité sociale, mais aussi à celle de mon interlocuteur et je deviens une partie de la mosaïque de ce qui s'appelle la société. Ainsi la société est produite localement et toujours en transformation. Les jeunes sont des sociologues à l'état pratique. Ils font des choix, arbitrent et décident à tout moment. Ils représentent une infinité de variables, parmi aussi celles des enseignants, des parents, des hommes politiques, des entreprises, qui font évoluer la problématique de l'insertion professionnelle.

C'est donc à ce thème de l'insertion professionnelle des jeunes que ce numéro, qui se veut résolument ancré dans les problématiques actuelles, est dédié.

Si les articles présentés dans ce numéro n'appartiennent pas tous au champ ethnographique au sens strict, ils invitent bien à une réflexion ethnologique et anthropologique de l'expérience des jeunes. Les articles se situent dans une démarche inductive telle qu'elle a pu être théorisée par les sociologues de l'Ecole de Chicago ou par les chercheurs en ethnologie ou en ethnographie pour qui le travail de terrain a une place primordiale dans le travail sociologique comme l'a montré M. Chapoulie (1984) notamment. Dans une posture ethnométhodologique, nous considérons que les jeunes sont capables de « rendre compte » de leurs conduites et de leurs actions. La plupart des articles de ce numéro thématique laissent la parole aux acteurs, car comme l'indiquent Demazière et Dubar (2007) : « *Les entretiens ne nous livrent jamais des « faits » mais des mots. Ces mots expriment ce que le sujet vit ou a vécu, son point de vue sur le « monde » qui est « son monde » et qu'il définit à sa manière, en même temps qu'il l'apprécie et qu'il tente de convaincre son interlocuteur de sa validité* » (p.7).

Dans le premier article, Jean-François Métral observe et analyse les parcours de formation de jeunes adultes dans le secteur de l'agroalimentaire. Les situations qui leurs sont données à vivre induisent des visions différentes de ce secteur industriel. Au fil de la formation, l'avenir professionnel dans lequel des jeunes « s'envisagent » se dessine, se précise ou, au contraire, devient plus flou et incertain. L'objectif de cet article est d'apporter un éclairage sur la constitution et le maintien d'une orientation vers l'insertion professionnelle dans des emplois réputés peu attractifs. Il s'agit aussi de présenter la démarche et la posture de type ethnographique adoptée pour étudier les processus qui les conduisent vers un choix entre insertion professionnelle immédiate ou différée, vers tel ou tel secteur, tel type d'entreprises, d'emplois ou de fonctions... Ces processus touchent en effet à des domaines de vie qui ne relèvent pas que du domaine scolaire ou du domaine professionnel.

Julien Joanny prend le parti de décaler le regard que l'on porte sur l'insertion professionnelle des jeunes et ses effets en étudiant leurs formes d'engagement, notamment associatives. Construire sa place dans la société se traduit également par l'activité associative.

Pour Elisabeth Greissler, l'insertion des jeunes se définit par toutes les étapes du passage à la vie adulte. Les dimensions qui se rattachent à la socialisation concernent l'émancipation (le développement personnel), l'intégration sociale (le logement), l'intégration professionnelle (les études et l'emploi) et l'appartenance familiale (les relations familiales et sociales). Pour l'ensemble de ces dimensions, les risques de va-et-vient entre insertion et exclusion, ou entre avancées et retours en arrière, sont nombreux et fréquents. Elle s'interroge sur les capacités d'insertion des jeunes en situation de marginalité qui bénéficient de programmes publics. Elle tente dans son étude compréhensive à apporter des éléments de réflexion sur le rapport à soi, au monde et au politique des jeunes en difficulté, sur leur quête de justice sociale, de reconnaissance et d'égalité. Lorsqu'on parlait d'insertion au milieu des années soixante-dix, il ne s'agissait que de trouver un emploi mais aujourd'hui il s'agit de ne pas tomber dans la précarité.

Laurence Pérennès s'interroge sur la place croissante qui est donnée à l'université à l'insertion professionnelle depuis quelques années avec des dispositifs d'identification et de capitalisation de compétences, et ce au détriment des missions premières de l'université qui étaient la transmission de savoirs.

Fabienne Barthélémy étudie les trajectoires d'insertion de jeunes recrutés à la fin des années quatre-vingt-dix en France dans le secteur social et qui ont bénéficié eux-mêmes d'un dispositif d'insertion professionnelle. Elle montre l'ambiguïté pour ces jeunes de définir leur

place, de définir leur emploi, dans un réseau local déjà occupé par des acteurs de terrain au statut plus stable.

Dans cette continuité des politiques publiques en faveur de l'insertion des jeunes, Marianne Hérard analyse les registres politiques d'intervention et les catégorisations de bénéficiaires qui ont été déterminés après les émeutes de 2005 et qualifiées de « zones urbaines sensibles ».

Julie Sentis, dans le cadre d'une étude ethnographique multisituée de la formation aux métiers du *care*, aborde le processus de remédiation par l'apprentissage en comparant les problématiques française et allemande de formation professionnelle.

Pour Patrick Bruneteaux et Joelle Kabile, la mise en œuvre cyclique à la Martinique de dispositifs de politiques publiques très fortement imprégnées des schémas métropolitains et visant à assurer la promotion d'une économie libérale conférant une place centrale à l'Etat contribue certes à générer une « société sous perfusion » mais ne change rien aux déséquilibres structurels et aux inégalités, dans une société de surcroît pénalisée par un alignement tardif des prestations sociales demeurées pendant longtemps inférieures à celles distribuées en France hexagonale.

Herilalaina Rakoto-Raharimanana s'intéresse aux lycéens-travailleurs qui révisent leurs choix d'orientation au regard de leurs expériences professionnelles. Si l'exercice des petits boulots permet l'expérimentation *in situ* des situations de travail et du rapport employé/employeur, il interroge également les formes internes et externes de l'institution scolaire dans une société où la pression normative du diplôme reste forte. Plus largement, les expériences des petits boulots influent-elles sur le rapport global à l'avenir et le rapport au travail en particulier ?

Enfin, Rose-Marie Bouvet s'appuie sur une étude ethnographique menée sur une année dans une Mission Locale en France pour montrer comment les travailleurs sociaux utilisent des représentations sociales pour désigner les jeunes lors de l'accueil à la mission locale et comment les jeunes utilisent cette institution d'insertion professionnelle par des stratégies adhésion-exclusion.

Notice biographique

Gilles Pinte est maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Bretagne Sud. Ses recherches portent sur la prise en compte de l'expérience dans la formation initiale et la formation continue. Il codirige la Revue Internationale d'Ethnographie.
gilles.pinte@univ-ubs.fr

Bibliographie

- Aries, P. (1975). *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris : Seuil.
Boumard, P. (1989). *Les savants de l'intérieur (l'analyse de la société scolaire par ses acteurs)*. Paris : Armand Colin.
Boutinet, J.P. et Dominicé, P. (2009). *Où sont passés les adultes ?* Paris : Téraèdre.

- Chapoulie, M. (1984). « Everett Hugues et le développement du travail de terrain en sociologie ». *Revue Française de Sociologie*, vol. XXV, p. 582-608.
- Danvers, F. (2009). *S'orienter dans la vie : une valeur suprême*. Lille : Editions du Septentrion.
- Demazière, D. et Dubar, C. (2007). *Analyser les entretiens biographiques*. Québec : Les Presses de l'Université de Laval.
- Dubet, F. (1994). « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse ». *Revue Française de Sociologie*, n° 35, p. 511-532.
- Dubet, F. (2002). *Le déclin de l'institution*. Paris : Seuil.
- Dubet, F., Duru-Bellat, M. et Véréout, A. (2010). *Les sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*. Paris : Editions du Seuil.
- Duru-Bellat, M. et Verley, E. (2009). « Les étudiants au fil du temps : contexte et repères institutionnels ». In L. Gruel, O. Galland, G. Houzel, *Les étudiants en France*. Rennes : PUR, p. 195-219.
- Galland, O. et Cavalli, C. (1994). *L'allongement de la jeunesse*. Paris : Actes Sud.
- Hess, R. (2009). *Henri Lefebvre et la pensée du possible*. Paris : Economica.
- Nicole-Drancourt, C. et Roulleau-Berger, L. (2006). *L'insertion des jeunes en France*. Paris : PUF.
- Lapassade, G. (1997). *L'entrée dans la vie*. Paris : Anthropos
- Van de Velde, C. (2008). *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. Paris : PUF.